

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-311

Déposée par MM. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano

Qualité : Membres et Suppléants

Article III- 311 [ex-article 276]

1. Le Parlement européen, sur recommandation du Conseil, donne décharge à la Commission sur l'exécution du budget. À cet effet, il examine, à la suite du Conseil, les comptes, le bilan financier ~~et le rapport d'évaluation visés à [l'article III-310 (ex-275)]~~, le rapport annuel de la Cour des comptes, accompagné des réponses des institutions contrôlées **et des Etats membres** aux observations de la Cour des comptes, la déclaration d'assurance visée à [l'article III-286 (ex-248), paragraphe 1, second alinéa,] ainsi que les rapports spéciaux pertinents de la Cour des comptes.
2. Avant de donner décharge à la Commission ou à toute autre fin se situant dans le cadre de l'exercice des attributions de celle-ci en matière d'exécution du budget, le Parlement européen peut demander à entendre la Commission **et les Etats membres** sur l'exécution des dépenses ou le fonctionnement des systèmes de contrôle financier. La Commission soumet au Parlement européen, à la demande de ce dernier, toute information nécessaire.
3. La Commission **et, le cas échéant, les Etats membres** mettent tout en œuvre pour donner suite aux observations accompagnant les décisions de décharge et aux autres observations du Parlement européen concernant l'exécution des dépenses ainsi qu'aux commentaires accompagnant les recommandations de décharge adoptées par le Conseil.
4. À la demande du Parlement européen ou du Conseil, la Commission fait rapport sur les mesures prises à la lumière de ces observations et commentaires et notamment sur les instructions données aux services chargés de l'exécution du budget. Ces rapports sont également transmis à la Cour des comptes.

Explication :

Il convient de rendre cohérente la rédaction de l'art. III-311 à celle de l'article III-309, qui prévoit que la Commission exécute le budget en coopération avec les États membres, ce qui implique que ceux-ci doivent également participer à la procédure de contrôle des comptes en vue de la décharge. Il convient également de tenir compte de la rédaction de l'art. III-310, où nous proposons de supprimer le rapport d'évaluation.